1
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 avril 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi electorale communale", a donné le 23 mai 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e april 1956 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep, als bedoeld bij artikel 76 van de gemeentekieswet", heeft de 23e mei 1956 het volgend advies gegeven :

La procédure devant le Conseil d'Etat lorsqu'il statue sur les recours prévus à l'article 76 de la loi électorale communale (validation des élections et des pouvoirs des élus) est actuellement celle que détermine l'arrêté du Régent du 23 août 1948 pour la généralité des contestations. Toutefois certaines dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables à la matière, eu égard à l'urgence que requièrent les décisions : il s'agit de l'article 4 (la loi électorale communale prévoya un délai spécial de huit jours pour l'introduction du recours); des articles 7 à 9, en tant qu'ils donnent au requérant la faculté de répliquer (cette dérogation fait l'objet de l'article 10); du titre V, chapitre Ier, des oppositions (en vertu de l'article 40); chapitre II, des tierces oppositions (en vertu de l'article 47); chapitre III, des recours en revision (en vertu de l'article 50 bis); de l'article 89, alinéa 1er, augmentant les délais en raison de la distance. En outre, les délais pour la transmission des mémoires sont réduits de moitié en vertu de l'article 89, alinéa 2.

Ces mesures dérogatoires se sont révélées insuffisantes. Il n'est guère normal, par exemple, que les parties adverses aient plus de temps pour répondre au recours que le requérant pour le prendre. L'impossibilité de déterminer le nombre des parties adverses à la lecture du recours a provoqué des retards. Il s'impose donc de régler par un texte spécial l'ensemble de la procédure applicable à cette matière.

.../...

Désormais, le greffe ne sera qu'exceptionnellement amené à réclamer des copies supplémentaires aux parties. La requête ne devra plus être envoyée en copie aux parties adverses; une copie en sera envoyée à l'administration communale qui la tiendra à la disposition des intéressés. Ceux-ci seront avisés du recours par affiches et par le Moniteur belge. Le dossier de l'élection restera au gouvernement provincial pendant les huit jours qui sont donnés aux parties adverses pour répondre, et il pourra y être consulté par les intéressés. Ce n'est qu'à l'expiration de ce délai qu'il sera envoyé au Conseil d'Etat. Les formes du mémoire en réponse seront substantielles : le mémoire qui ne les observera pas sera rejeté des débats. Toute la procédure est conçue en vue d'aboutir à une solution rapide, les droits des parties restant saufs.

L'article 1er du projet correspond à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 23 août 1948. Il ne dispose en rien quant aux requêtes collectives, fréquentes en matière électorale. Comme l'article 7, 3°, du projet n'impose d'établir que quatre copies certifiées conformes du mémoire en réponse, le greffier sera tenu de réclamer des copies supplémentaires lorsqu'il y aura plusieurs requérants, ce qu'il aura la faculté de faire en vertu de l'article 13 du projet (article 10 du texte proposé par le Conseil d'Etat) et de l'article 85, alinéa 2, du règlement de procédure combinés. Mais il subsistera ainsi une cause de retard, qui s'ajoutera aux retards qu'entraînent les multiples notifications aux requérants.

.../...

Il serait plus rationnel de prescrire que la requête introduite par plusieurs requérants contiendra une seule élection de domicile, la même pour tous. La sanction d'une telle disposition devrait être que les parties seraient présumées avoir élu domicile chez le premier requérant au cas où elles omettraient d'en élire un autre.

En faisant les notifications au domicile élu ou présumé élu, le greffier du Conseil d'Etat veillera évidemment à attirer l'attention du destinataire de la notification sur les devoirs qui lui incombent à l'égard des autres parties.

L'article 2 du projet a pour effet de rendre applicables les 1° et 2° de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat. Il serait préférable, plutôt que de reprendre les termes du règlement de procédure, d'ajouter une référence à celles déjà faites à l'article 13 du projet. L'article 2 du projet pourrait alors être omis.

L'article 3 devient, dans cette hypothèse, l'article 2.

L'article 4 du projet ne fait que répéter les deux derniers alinéas de l'article 76 de la loi électorale communale. Il peut être omis sans inconvénient.

.../...

L'article 5 du projet correspond à l'article 5 du règlement de procédure du 23 août 1948. Comme pour l'article 2, il serait préférable de compléter les références faites à l'article 13 du projet.

L'article 6 du projet prévoit le dépôt d'une copie de la requête au gouvernement provincial où les parties pourront consulter le dossier de l'élection, et d'une autre copie au secrétariat communal où elles pourront prendre connaissance de la requête.

Lorsque la requête émane du gouverneur, il est sans intérêt de prescrire au greffier de lui en renvoyer une copie. L'article 3 du texte proposé tient compte de cette observation.

L'article 4 du texte proposé règle le dépôt de la requête au secrétariat communal. S'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'obliger les communes à rendre le secrétariat accessible au public et à requérir la présence du personnel à ce nécessaire, les dimanches et jours fériés, le texte devrait préciser que la consultation de la requête n'aura lieu que les jours ouvrables.

Le projet ne permet la consultation de la requête qu'aux électeurs. Il vaudrait mieux la permettre à quiconque, certains intéressés, et notamment les élus, pouvant n'être pas électeurs.

.../...

L'article 7 (article 5 du texte proposé), alinéa 2, du projet détermine les parties adverses. Encore que cette énumération paraisse complète à la lumière des textes et de la jurisprudence, on ne peut affirmer qu'il en sera toujours ainsi. Le Roi, qui n'a pas le pouvoir d'interpréter d'autorité la loi, n'a d'ailleurs pas le pouvoir de mettre hors de cause, par voie réglementaire, les personnes qui n'appartiennent pas à une des catégories indiquées. Ces personnes tiennent en effet leur droit éventuel directement de la loi, qu'il appartient à la section d'administration d'interpréter dans chaque cas d'espèce.

On ne voit comme fondement possible d'une telle disposition que l'article 63 de la loi du 23 décembre 1946, aux termes duquel "le Roi est autorisé à modifier ou compléter, par arrêtés délibérés en conseil des Ministres, le texte des lois ... visées à l'article 10 en vue de mettre ces textes en concordance avec les articles ... 10 de la présente loi". A supposer que le Roi n'ait pas épuisé ce pouvoir par l'application qu'il en a faite par l'arrêté du Régent du 23 août 1948 mettant en concordance les titres V et VI de la loi électorale communale avec l'article 10, 1°, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, la mesure prévue par l'article 7, alinéa 2, du projet devrait plutôt faire l'objet d'une disposition complétant, par un alinéa 9, l'article 76 de la loi électorale communale. Il y a dès lors lieu de supprimer cette disposition du projet.

.../...

A l'alinéa 3, 3°, les mots "dont une est notifiée par le greffier au requérant", qui font double emploi avec l'alinéa 1er, doivent être omis.

L'article 8 du projet devient l'article 6 dans le texte proposé.

L'article 9 du projet prévoit que le rapport est communiqué immédiatement aux parties. Ce système s'écarte du règlement de procédure, qui ne prévoit cette communication que lorsque la chambre a décidé que l'affaire est en état (article 14, alinéa 2). Le système du règlement général est de loin préférable. Il n'est pas souhaitable que les parties sachent d'avance quel pourra, le cas échéant, être l'objet d'une mesure d'instruction, spécialement en matière électorale, où une enquête sur place n'a de chances d'aboutir à des résultats utiles que si elle bénéficie d'une certaine surprise. Le Conseil d'Etat propose en conséquence de remplacer l'article 9 du projet par une référence, dans l'article 13 du projet, à l'article 12 du règlement général du 23 août 1948.

Dans cette hypothèse, les articles 10 à 14 du projet deviennent les articles 7 à 11.

En disposant à l'article 12 du projet que "si une partie vient à décéder, la procédure est poursuivie sans qu'il y ait lieu à reprise d'instance", le Gouvernement marque sa volonté de ne pas voir la procédure interrompue par le décès d'une des parties.

.../...

Le projet omet enfin d'abroger les dispositions du règlement de procédure qui n'y ont plus leur place dès le moment où un arrêté distinct intervient pour régler la procédure en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale.

Un article 12 est inséré à cette fin dans le texte que propose le Conseil d'Etat.

Le projet appelle, enfin, diverses modifications de pure forme qui ne nécessitent pas de commentaires et qui ressortent suffisamment du texte proposé ci-après :

Arrêté royal déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu la loi électorale communale, notamment les articles 74 et 76 modifiés par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1952 et 17 novembre 1955;

Considérant que l'expérience a fait apparaître la nécessité de prévoir, en matière de validation des élections communales par le Conseil d'Etat, une procédure plus simple et plus rapide que celle qui est prévue dans les autres matières;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le recours prévu à l'article 76, alinéa 7, de la loi électorale communale est introduit par une requête signée par la partie ou par un avocat inscrit au tableau de l'ordre. Elle est adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste, accompagnée de quatre copies certifiées conformes. La requête introduite par plusieurs requérants contient une seule élection de domicile; à défaut de celle-ci, les requérants sont présumés avoir élu domicile chez le premier requérant.

Le recours prévu à l'article 76, alinéa 8, de la loi électorale communale est introduit par une requête signée par le gouverneur, adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste et accompagnée de quatre copies certifiées conformes.

.../...

Article 2.-

La partie requérante joint à sa requête une copie de la décision de la députation permanente dont il est appelé.

Article 3.-

Le greffier transmet au gouverneur une copie de toute requête introduite sur base de l'article 76, alinéa 7, de la loi électorale communale.

Article 4.-

Le greffier transmet une copie de la requête au bourgmestre de la commune pour y être, pendant huit jours, déposée au secrétariat communal, où quiconque pourra en prendre connaissance et copie pendant trois heures au moins par jour ouvrable.

Le greffier du Conseil d'Etat fait publier au Moniteur belge, dans les trois jours de la réception de la requête, un avis indiquant, pour chaque recours introduit, le nom du requérant et la commune en cause. Cet avis signale que toute personne intéressée peut prendre connaissance de la requête au secrétariat communal.

Dès réception de la requête, le bourgmestre en informe le public par un avis publié dans la forme ordinaire et mentionnant les heures de consultation. L'avis reste affiché pendant huit jours à la maison communale. La durée de l'affichage est constatée par une attestation signée par le bourgmestre et par le secrétaire; l'attestation est adressée au gouverneur dès l'expiration du délai d'affichage.

.../...

Article 5.-

Toute personne intéressée a le droit d'envoyer au Conseil d'Etat un mémoire en réponse dans les huit jours qui suivent la date de la publication de l'avis concernant le dépôt de la requête. Elle peut consulter le dossier de l'élection qui doit être mis à sa disposition, sans déplacement, au siège du gouvernement provincial. Le greffier du Conseil d'Etat transmet copie du mémoire à la partie requérante.

Tout mémoire doit, à peine d'être rejeté des débats :

1° contenir le nom et l'adresse de la partie et porter la signature de la partie ou celle d'un avocat inscrit au tableau de l'ordre;
2° être envoyé au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste;
3° être accompagné de quatre copies certifiées conformes.

Article 6.-

Dès réception de l'attestation prévue à l'article 4, alinéa 3, le gouverneur de la province transmet le dossier de l'élection au greffe du Conseil d'Etat.

Si plusieurs recours concernant la même élection ont été introduits, le gouverneur transmet le dossier lors de la réception de la dernière attestation.

Article 7.-

Si la chambre, sur le vu du rapport sur l'état de l'affaire, estime que l'affaire est en état, le président fixe la date à laquelle elle sera appelée. Si la chambre estime qu'il y a lieu

.../...

d'ordonner des devoirs nouveaux,elle désigne pour y procéder un conseiller ou un membre de l'auditorat qui rédige un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé et transmis à la chambre.

L'ordonnance fixant l'affaire ou la renvoyant à l'instruction intervient dans les huit jours du dépôt du rapport.

L'ordonnance fixant l'affaire est notifiée, avec les rapports, aux parties. Elle contient fixation de l'affaire dans la quinzaine.

Article 8.-

L'arrêt doit intervenir dans le mois de la clôture des débats.

Ce délai peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général, sans que la durée totale des prorogations puisse excéder deux mois.

Article 9.-

L'arrêt n'est susceptible ni d'opposition, ni de tierce opposition, ni de demande en revision.

Si une partie vient à décéder avant la clôture des débats, la procédure est poursuivie sans qu'il y ait lieu à reprise d'instance.

.../...

Article 10.-

Sont applicables à la procédure réglée par le présent arrêté, les articles 2, 1° et 2°, 5, 12, 16 à 19, 25 à 27, 29, 33 à 37, 51, 59 à 65, 72, 77, 84, 85, alinéa 2, 86 à 88, 90 à 92 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Article 11.-

L'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 est remplacé par la disposition suivante : "Article 93. Dans les matières prévues par l'article 7, § 2, de la loi du 23 décembre 1946 et par l'article 76 de la loi électorale communale, la procédure est réglée par les dispositions particulières qui les concernent".

Article 12.-

Sont abrogés :

1° les articles 10 et 89, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;

2° aux articles 40, 47 et 50 bis, les mots :

"à l'exception de ceux rendus sur les recours prévus à l'article 76 de la loi électorale communale".

Article 13.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

De rechtspleging bij de Raad van State, wanneer deze uitspraak doet over beroepen als bedoeld in artikel 76 van de gemeentekieswet (geldigverklaring van verkiezingen en van geloofsbrieven der verkozenen), is thans die welke in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 voor geschillen in 't algemeen is vastgesteld. Enige bepalingen van dit besluit echter zijn terzake niet toepasselijk wegens de spoed waarmede de beslissingen moeten worden genomen : zo artikel 4 (de gemeentekieswet stelt een bijzondere termijn van acht dagen voor de indiening van het beroep), de artikelen 7 tot 9, voor zover zij verzoeker recht op wederantwoord geven (over deze afwijking handelt artikel 10), voorts titel V, hoofdstuk I, het verzet (krachtens artikel 40); hoofdstuk II, het derden-verzet (krachtens artikel 47) ; hoofdstuk III, de beroepen tot herziening (krachtens artikel 50 bis), en tenslotte artikel 89, eerste lid, dat de afstandstermijnen verhoogt. Bovendien brengt artikel 89, tweede lid, de termijnen voor het inzenden van memories op de helft.

Deze afwijkende voorzieningen zijn ontoereikend gebleken. Het is bijvoorbeeld niet zeer normaal, dat de tegenpartij meer tijd heeft om het beroep te beantwoorden dan de verzoeker om het in te dienen. De onmogelijkheid om uit de lezing van het beroepschrift op te maken hoevcel tegenpartijen er waren, heeft vertragingen veroorzaakt. Het is dan ook nodig de gehele rechtspleging voor deze stof in een bijzondere tekst te regelen.

.../...

Voortaan zal de griffie alleen nog bij uitzondering aan partijen bijkomende afschriften dienen te vragen. Aan de tegenpartijen zal geen afschrift van het verzoekschrift moeten worden gezonden ; een afschrift zal worden bezorgd aan het gemeentebestuur, dat het ter inzage van belangstellenden legt. Deze krijgen bericht van het beroep door aanplakbiljetten en door het Belgisch Staatsblad. Het dossier van de verkiezing blijft gedurende de acht dagen waarover de tegenpartijen beschikken om te antwoorden, op het provinciaal gouvernement berusten, waar belanghebbenden inzage kunnen nemen. Eerst na het verstrijken van deze termijn wordt het dossier der verkiezing naar de Raad van State gezonden. De vormvoorschriften betreffende de memorie van antwoord zijn substantieel : de memorie die deze niet in acht neemt, wordt uit de debatten geweerd. De hele rechtspleging is zo opgevat, dat een snelle afwikkeling mogelijk is zonder dat aan de rechten van partijen tekort wordt gedaan.

Artikel 1 van het ontwerp stemt overeen met artikel 1 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948. Het zegt niets over collectieve verzoekschriften die in verkiezingszaken mochtans vaak worden ingediend. Daar artikel 7, 3°, van het ontwerp slechts vier gewaarmerkte afschriften van de memorie van antwoord eist, zal de griffier, wanneer er verschillende verzoekers zijn, om bijkomende afschriften moeten verzoeken, hetgeen hij zal kunnen doen krachtens artikel 13 van het ontwerp (artikel 10 van de door de Raad van State voorgestelde tekst) gecombineerd met artikel 85, tweede lid, van de procedureregeling .

.../...

Zo blijft echter een oorzaak van vertraging bestaan, te voegen bij die welke het gevolg is van de vele kennisgevingen aan de verzoekers.

Redelijker ware een voorschrift, volgens hetwelk in een door verschillenden ingediend verzoekschrift één woonplaats, dezelfde voor allen, wordt gekozen. De sanctie op dit voorschrift zou dan zijn, dat partijen geacht worden bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen, indien zij nalaten een andere keuze te doen.

Bij het doen van kennisgevingen aan de gekozen of de als zodanig beschouwde woonplaats zal de griffier van de Raad van State vanzelfsprekend toezien, dat degene die de kennisgeving ontvangt, gewezen wordt op zijn verplichtingen ten aanzien van de overige partijen.

Artikel 2 van het ontwerp heeft tot gevolg, dat het 1° en het 2° van artikel 2 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, toepasselijk worden verklaard. Liever dan de bewoordingen van de procedure-regeling te herhalen, verdient het aanbeveling, de reeds in artikel 13 van het ontwerp voorkomende verwijzingen met een nieuwe aan te vullen. Artikel 2 van het ontwerp kan dan wegvallen.

.../...

Artikel 3 wordt in dit geval artikel 2.

Artikel 4 van het ontwerp is niets anders dan een herhaling van de laatste twee leden van artikel 76 van de gemeentekieswet. Men kan het zonder bezwaar achterwege laten.

Artikel 5 van het ontwerp stemt overeen met artikel 5 van de procedure-regeling van 23 augustus 1948. Zoals voor artikel 2 ware het wenselijk, de verwijzingen in artikel 13 van het ontwerp aan te vullen.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt, dat een afschrift van het verzoekschrift wordt neergelegd op het provinciaal gouvernement waar partijen inzage kunnen nemen van het verkiezingsdossier, en dat een ander afschrift berust op het gemeentesecretariaat waar zij inzage kunnen nemen van het verzoekschrift.

Wanneer het verzoekschrift uitgaat van de gouverneur, is het overbodig voor te schrijven dat de griffier hem een afschrift bezorgt. Artikel 3 van de voorgestelde tekst houdt rekening met deze opmerking.

Artikel 4 van de voorgestelde tekst regelt de neerlegging van het verzoekschrift op het gemeentesecretariaat. Wenst de Regering de gemeenten niet te verplichten, het secretariaat op Zon- en feestdagen voor het publiek open te stellen en de aanwezigheid van het daarvoor nodige personeel te vorderen, dan zou de tekst moeten zeggen dat het verzoekschrift alleen op werkdagen ter inzage ligt.

.../...

Volgens het ontwerp kunnen alleen kiezers inzage van het verzoekschrift krijgen. Het ware beter dit aan iedereen toe te staan, aangezien niet alle belanghebbenden noodzakelijk kiezer zijn, bijvoorbeeld de verkozenen.

Artikel 7 (artikel 5 van de voorgestelde tekst), tweede lid, van het ontwerp bepaalt wie tegenpartij is. Al moge de opsomming volledig lijken in het licht van de teksten en van de rechtspraak, het staat niet vast dat dit altijd het geval zal zijn. De Koning, die niet bevoegd is aan de wet een verbindende interpretatie te geven, is evenmin bevoegd hen die niet tot genoemde categorieën behoren, bij verordening buiten het geding te stellen. Zij ontlenen hun eventueel recht immers rechtstreeks aan de wet, welke de afdeling administratie in ieder afzonderlijk geval behoort te interpreteren.

Als mogelijke rechtsgrond voor zodanig voorschrift ziet men alleen artikel 63 van de wet van 23 december 1946, luidens hetwelk "de Koning er toe bevoegd is, bij in Ministerraad overlegde besluiten de tekst van de ... bij artikel 10 bedoelde wetten, te wijzigen en aan te vullen ten einde die teksten in overeenstemming te brengen met de artikelen 10 van deze wet". Gesteld dat de Koning deze bevoegdheid nog niet uitgeput heeft door de toepassing die hij daarvan heeft gemaakt in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, waarbij de titels V en VI van de gemeentekieswet in overeenstemming worden gebracht met artikel 10, 1°, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, zou de in artikel 7, tweede lid, ontworpen

.../...

maatregel veeleer moeten worden neergelegd in een tekst die artikel 76 van de gemeentekieswet met een negende lid aanvult. Het voorschrift zelf dient dan uit het ontwerp te vervallen.

In het derde lid, 3°, dienen de woorden "waarvan een door de griffier aan de verzoeker genotificeerd wordt" geschrapt te worden, aangezien zij een herhaling zijn van het eerste lid.

Artikel 8 van het ontwerp wordt artikel 6 in de voorgestelde tekst.

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt, dat het verslag onmiddellijk aan partijen wordt medegedeeld. Hierin wordt afgeweken van de procedure-regeling, volgens welke deze mededeling eerst wordt gedaan nadat de kamer heeft beslist, dat de zaak in staat van wijzen is (artikel 14, tweede lid). Het systeem van de algemene regeling is verre te verkiezen. Het is niet wenselijk, dat partijen vooraf weten wat in voorkomend geval het voorwerp van een onderzoeksmaatregel zou kunnen zijn, vooral in verkiezingszaken waar een onderzoek ter plaatse alleen dan kans heeft nut op te leveren, als er een zekere verrassing mee gemoeid is. De Raad van State stelt derhalve voor, artikel 9 van het ontwerp te vervangen door een verwijzing, in artikel 13 van het ontwerp, naar artikel 12 van de algemene regeling van 23 augustus 1948.

.../...

In dit geval worden de artikelen 10 tot 14 van het ontwerp 7 tot 11.

Door in artikel 12 van het ontwerp te bepalen dat "indien een partij komt te overlijden, de procedure voortgezet wordt zonder dat het geding hoeft te worden hervat", geeft de Regering haar voornemen te kennen dat het overlijden van eender partijen de procedure niet zou stuiten.

Tenslotte is nagelaten te voorzien in de opheffing van de voorschriften die niet langer in de procedure-regeling thuis horen zodra een afzonderlijk besluit de rechtspleging voor beroepen als bedoeld in artikel 76 van de gemeentekieswet regelt. Daarvoor zorgt een artikel 12, dat de Raad van State voorstelt in de tekst in te voegen.

Bij het ontwerp zijn nog een aantal opmerkingen betreffende de vorm te maken, die geen commentaar behoeven en die genoegzaam uit de hierna voorgestelde tekst blijken :

.../...

Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de gemeentekieswet.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de gemeentekieswet, inzonderheid op de artikelen 74 en 76 gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 1952 en 17 november 1955;

Overwegende dat de ervaring heeft aangetoond dat het noodzakelijk is, inzake geldigverklaring van gemeenteraadsverkiezingen door de Raad van State een eenvoudigere en snellere rechtspleging in te voeren dan voor andere zaken van toepassing is;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Het in artikel 76, zevende lid, van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat door de partij of door een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat is ondertekend. Het verzoekschrift wordt, samen met vier gewaarmerkte afschriften, onder een ter post aangetekende omslag aan de Raad van State gericht. In het door meer dan een verzoeker ingediende verzoekschrift wordt een enkele woonplaats gekozen; zoniet worden de verzoekers geacht bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen.

Het in artikel 76, achtste lid, van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift dat ondertekend wordt door de gouverneur en dat, samen met vier gewaarmerkte afschriften onder een ter post aangetekende omslag aan de Raad van State wordt gericht.

Artikel 2.-

De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift een afschrift van de beslissing van de provinciale deputatie, waarvan zij in beroep komt.

.../...

Artikel 3.-

De griffier bezorgt de gouverneur een afschrift van elk verzoekschrift dat op grond van artikel 76, zevende lid, van de gemeentekieswet is ingediend.

Artikel 4.-

De griffier bezorgt een afschrift van het verzoekschrift aan de burgemeester van de gemeente, om het gedurende acht dagen neer te leggen op het gemeentesecretariaat, waar eenieder elke werkdag gedurende ten minste drie uren inzage en afschrift ervan kan nemen.

De griffier van de Raad van State laat binnen drie dagen na ontvangst van het verzoekschrift een bericht in het Belgisch Staatsblad opnemen, waarin, voor ieder ingesteld beroep, de naam van de verzoeker en de betrokken gemeente worden vermeld. Het bericht deelt mede dat iedere belanghebbende op het gemeentesecretariaat inzage kan nemen van het verzoekschrift.

Zodra hij het verzoekschrift heeft ontvangen, brengt de burgemeester dit ter kennis van het publiek door middel van een in de gewone vorm bekendgemaakt bericht, dat ook de uren van inzage opgeeft. Het bericht blijft gedurende acht dagen aan het gemeentehuis aangeplakt. De duur van de aanplakking blijkt uit een door burgemeester en secretaris ondertekend attest dat dadelijk na het verstrijken van de termijn van aanplakking aan de gouverneur wordt gezonden.

.../...

Artikel 5.-

Iedere belanghebbende is gerechtigd, binnen acht dagen na de datum van de bekendmaking van het bericht betreffende de nederlegging van het verzoekschrift, een memorie van antwoord aan de Raad van State te sturen. Hij mag inzage nemen van het dossier der verkiezing dat zonder verplaatsing te zijner beschikking moet worden gehouden ten zetel van het provinciaal gouvernement. De griffier van de Raad van State bezorgt een afschrift van de memorie aan de verzoekende partij.

Iedere memorie moet op straffe van verwerping uit de debatten :

1° de naam en het adres van de partij vermelden en ondertekend zijn door de partij of door een op de tabel der orde ingeschreven advocaat;

2° aan de Raad van State onder een ter post aangetekende omslag worden toegestuurd;

3° vergezeld gaan van vier gewaarmerkte afschriften.

Artikel 6.-

Zodra de provinciegouverneur het in artikel 4, derde lid, bedoelde attest ontvangt, bezorgt hij het dossier der verkiezing aan de griffie van de Raad van State.

Zijn verschillende beroepen betreffende dezelfde verkiezing ingediend, dan bezorgt de gouverneur het dossier wanneer hij het laatste attest ontvangt.

.../...

Artikel 7.-

Oordeelt de kamer, na kennisneming van het verslag over de stand van de zaak, dat de zaak in staat van wijzen is, dan stelt de voorzitter de datum vast waarop zij zal worden opgeroepen. Is de kamer van oordeel dat nieuwe verrichtingen moeten worden bevolen, dan wijst zij ter uitvoering daarvan een raadsheer of een lid van het auditoraat aan, die een aanvullend verslag opmaakt. Dit verslag wordt gedagtekend, ondertekend en aan de kamer bezorgd.

Het bevel waarbij de zaak wordt vastgesteld of voor nader onderzoek verwezen, wordt binnen acht dagen na de indiening van het verslag gegeven.

Het bevel waarbij de zaak wordt vastgesteld, wordt met de verslagen aan partijen betekend. Het stelt de zaak binnen vijftien dagen vast.

Artikel 8.-

Het arrest moet binnen een maand na de sluiting van de debatten worden gewezen.

Deze termijn kan bij bevel van de kamer worden verlengd na advies van de auditeur-generaal, zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan twee maanden mag bedragen.

.../...

Artikel 9.-

Het arrest is niet vatbaar voor verzet, voor derden-verzet of voor aanvraag tot herziening.

Komt een partij vóór de sluiting der debatten te overlijden, dan wordt de procedure voortgezet zonder dat het geding hoeft te worden hervat.

Artikel 10.-

Op de in dit besluit geregelde rechtspleging zijn van toepassing de artikelen 2, 1° en 2°, 5, 12, 16 tot 19, 25 tot 27, 29, 33 tot 37, 51, 59 tot 65, 72, 77, 84, 85, tweede lid, 86 tot 88, 90 tot 92 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

Artikel 11.-

Artikel 93 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 93.-

In aangelegenheden als bedoeld bij artikel 7, § 2, van de wet van 23 december 1946 en bij artikel 76 van de gemeentekieswet, wordt de rechtspleging geregeld door de desbetreffende bijzondere bepalingen".

.../...

Artikel 12.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 10 en 89, tweede lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State;

2° in de artikelen 40 en 47 de woorden : "met uitzondering van die gewezen op de beroepen voorzien bij artikel 76 van de gemeentekieswet" en in artikel 50 bis de woorden : "met uitzondering van de bij artikel 76 van de gemeentekieswet bedoelde beroepen".

Artikel 13.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : F. LEPAGE,		conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	CH.VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J. CYPRES,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.DUMONT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.DUMONT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.